



PRÉFET DE L'AIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Bourg-En-Bresse, le

Affaire suivie par : Philippe ANTOINE

DREAL – UD Ain

Tél. : 04 74 45 81 14

Courriel : philippe.antoine@developpement-durable.gouv.fr

Référence : 20200811-LET-S2-20-117 PA

SK Functional Polymer

à

Balan

**Demande de prolongation de la période pour la réalisation d'essais industriels
mettant en œuvre du méthacrylate de glycidyle**

<u>Etablissement</u>	SK FUNCTIONAL POLYMER 258 route de Saint Maurice De Gourdans 01 360 BALAN 61-12329
<u>Code S3IC</u>	61-12329
<u>Activité</u>	Fabrication par transformation chimique de polymères (PEVA)
<u>Régime</u>	Autorisation – SEVESO seuil bas (SSB) – IED
<u>Priorité</u>	Risques chroniques → P1 Risques accidentels → P1

I – Présentation de l'établissement

L'usine SK FUNCTIONAL POLYMER de Balan (ex ARKEMA) est implantée sur la plate-forme chimique de Balan regroupant KEM ONE, SK FUNCTIONAL POLYMER et COGESTAR.

L'activité de KEM ONE est la fabrication de polychlorure de vinyle (PVC).

L'activité de ARKEMA est la fabrication de polyéthylène vinyle acétate (PEVA).

COGESTAR exploite une turbine à gaz de cogénération électricité / chaleur.

Ces établissements partagent des utilités communes sur cette plate-forme.

L'activité de fabrication de PEVA a été autorisée par arrêté préfectoral du 17 mars 2005 pour une capacité maximale de 280 T/j et 72 000 T/an.

L'arrêté préfectoral d'autorisation a été modifié en profondeur par arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2013 pris dans le cadre de la scission de la plate-forme.

L'établissement ARKEMA est classé :

- SEVESO Seuil Bas par la règle des cumuls (règle des cumuls appliquée aux substances inflammables) ;
- IED : rubrique 3410.h (fabrication de matières plastiques par transformation chimique).

L'établissement est classé « prioritaire » au niveau national (émissions de COV > 100 T/an).

II – Demande de prolongation de la période pour la réalisation d'essais industriels mettant en œuvre du méthacrylate de glycidyle

II.A. Présentation du dossier

Par arrêté préfectoral du 28 juin 2019, l'exploitant a été autorisé à réaliser des essais industriels mettant en œuvre du méthacrylate de glycidyle.

L'autorisation a été accordée pour 4 campagnes d'essais, d'une durée de 3 jours chacune, jusqu'au 1^{er} juillet 2021.

Par courrier du 7 août 2020, la société SK Functional Polymer indique que en raison de la crise du coronavirus, les programmes de fabrication de l'établissement ainsi que ceux de ses clients et prospects ont été perturbés.

L'exploitant sollicite en conséquence :

- une prolongation de la période d'essai jusqu'au 1^{er} février 2022 (au lieu du 1^{er} juillet 2021) ;
- un report de l'échéance pour adresser le bilan des essais à l'inspection des installations classées au 1^{er} avril 2022 (au lieu du 1^{er} septembre 2021)

II.B – Examen de la demande

L'exploitant sollicite uniquement une prolongation de la période d'essais.

L'exploitant ne sollicite pas d'augmenter le nombre de campagnes d'essais.

De ce fait, la demande n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients supplémentaires pour les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement par rapport au porter à connaissance initial.


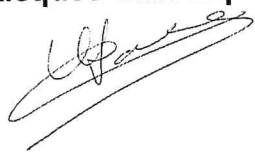
Les conclusions du rapport n°20190430-RAP-S2-19-089-PA de l'inspection des installations classées du 24 mai 2019 concernant le porter à connaissance relatif aux « Essais industriels de production de nouveaux grades de Polyoléfine mettant en œuvre du méthacrylate de Glycidyle » sont inchangées.

III – Propositions de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations propose à Monsieur le Préfet de l'Ain de réserver une suite favorable à la demande de la société SK Functional Polymer.

Un projet d'arrêté préfectoral, joint au présent rapport, permet de modifier les échéances prévues par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2019.

Cet arrêté, pris en application de l'article R181-45 du code de l'environnement ne nécessite pas l'avis de la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

<p>Le rédacteur</p>  <p>P. ANTOINE Ingénieur de l'Industrie et des Mines</p>	<p>Vu, vérifié, approuvé et transmis à M. le Préfet de l'Ain</p> <p>Le chef du Pôle Risques Chroniques</p>  <p>Gérard CARTAILLAC gerard.cartailiac 2020.08.18 11:03:58 +02'00'</p>
---	--